



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/183
S/16484

16 avril 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Points 29 et 31 de la liste préliminaire*
QUESTION DE NAMIBIE
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 16 avril 1984, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 16 avril 1984 qui vous est adressée par le représentant de la République turque de Chypre-Nord, M. Nail Atalay.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 29 et 31 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coskun KIRCA

* A/39/50.

ANNEXE

Lettre datée du 16 avril 1984, adressée au Secrétaire général par
M. Nail Atalay

Me référant à la lettre datée du 12 mars 1984 (A/39/129-S/16406) qui vous a été adressée par le représentant de l'administration chypriote grecque et qui contient des allégations toutes aussi dénuées de fondement les unes que les autres, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les points ci-après.

C'est parce que nous avons refusé de céder aux exigences des dirigeants chypriotes grecs et de leurs partisans armés que nous sommes accusés de "ségrégation". C'est parce que notre peuple a refusé de renoncer à son statut de cofondateur de Chypre que nous sommes accusés d'"apartheid". Afin de remettre les choses dans une juste perspective, nous avons reproduit ci-après quelques extraits de rapports du Secrétaire général et d'articles publiés dans la presse internationale.

"Le général Gyani, commandant de la Force des Nations Unies à Chypre, a vivement critiqué aujourd'hui les Chypriotes grecs, en présence du président Makarios.

Les deux hommes traversaient à pied le port militaire du Famagouste, à proximité du mur d'enceinte du quartier turc...

Le président Makarios ayant déclaré : 'Tout va bien ici', certains des commissaires de district chypriotes grecs qui l'accompagnaient lui ont fait écho.

Le général s'est alors retourné brusquement pour rétorquer d'un ton sec : 'Ce n'est pas vrai. Cessez de vous plaindre de la partie adverse. Aucun Turc n'est en sécurité dans le quartier grec et l'incident qui a eu lieu à la base en est la preuve.'

Le général Gyani faisait allusion à un raid de représailles au cours duquel des Chypriotes grecs armés ont enlevé 10 Chypriotes turcs qui travaillaient à la base militaire britannique. Depuis lors, 23 autres ouvriers turcs ont été pris en otages."

(Extrait d'un article de John Starr paru dans le Daily Mail
du 16 mai 1964

"Aujourd'hui, alors qu'il s'entretenait avec des responsables chypriotes grecs dans le port de Famagouste, le général Gyani, commandant de la Force des Nations Unies à Chypre, n'a pu cacher son exaspération à la suite de l'enlèvement récent de 32 Chypriotes turcs.

Alors que, dans le vacarme parfois assourdissant des sirènes, le Président et le général Gyani traversaient le port à pied, le général a essuyé une véritable litanie de plaintes contre les Turcs. S'adressant brusquement à l'un des fonctionnaires présents, il a lancé : 'Qu'on ne me parle pas des Turcs quand ce sont les Grecs qui ont enlevé des Turcs à la base.' Dans un geste d'apaisement, l'Archevêque a posé la main sur l'épaule du général, qui s'est alors retourné vers lui en disant : 'Je suis désolé, mais il fallait bien que je dise à cet homme son fait'."

(Extrait d'un article de Michael Parkin, paru dans le
Guardian du 16 mai 1964)

"C'est une foule silencieuse qui attendait ce soir, devant l'hôpital du Croissant-Rouge dans le secteur turc de Nicosie, l'arrivée, sous escorte de soldats du régiment de parachutistes, des dépouilles de neuf Turcs que l'on avait trouvés enterrés de façon sommaire à une vingtaine de kilomètres de là, près du village d'Ayios Vassilios. On a découvert trois autres cadavres à proximité, dont celui d'une femme, mais ils étaient intransportables.

Sous la protection des parachutistes, des Turcs continuent à chercher les cadavres d'une vingtaine d'autres personnes dont on pense qu'elles ont été enterrées au même endroit. Tous les disparus auraient été tués au cours des combats qui se sont déroulés près du village, au moment de Noël.

On pense qu'une famille turque de sept personnes, qui a disparu du village, est enterrée là. La maison qu'elle habitait a brûlé et on a constaté que des grenades avaient été lancées par le toit.

Il semble que les tombes - très peu profondes - aient été creusées à la hâte à l'aide d'un bulldozer et que des cadavres aient été empilés sur une profondeur de 50 cm à un mètre. Toutes les victimes avaient été tuées à coups de balles. L'un des cadavres, celui d'un homme recroquevillé qui avait encore les mains attachées derrière les jambes, portait une blessure de balle à la tête. Une autre blessure donnait à penser qu'on lui avait lancé une grenade dans le bas-ventre..."

(Daily Telegraph du 14 janvier 1964)

Au paragraphe 126 du rapport S/8286 qu'il a adressé le 8 décembre 1967 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies évoquait en ces termes le sort fait aux réfugiés chypriotes turcs en 1963 :

"126. Lorsque les troubles ont éclaté en décembre 1963 et tandis qu'ils se poursuivaient pendant la première partie de 1964, des milliers de Chypriotes turcs ont abandonné leur foyer en n'emportant avec eux que ce qu'ils pouvaient transporter ou porter et ont cherché refuge dans les villages ou les zones chypriotes turques qu'ils jugeaient plus sûrs..."

Dans 103 villages, 25 000 Chypriotes turcs, ont vu les maisons, le mobilier, les boutiques, les vergers et les fermes qui leur appartenaient pillés ou détruits par leurs voisins grecs. Il y a eu plusieurs millions de livres sterling de dégâts. L'ampleur des dommages a été indiquée au paragraphe 180 du rapport présenté le 10 septembre 1964 par le Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/5950) :

"180. La Force a réalisé une enquête détaillée sur tous les dommages causés aux biens dans l'ensemble de l'île au cours des désordres et notamment pendant les hostilités qui ont eu lieu à Tyllira. L'enquête montre que dans 109 villages, pour la plupart chypriotes turcs ou mixtes, 527 maisons ont été détruites et 2 000 autres endommagées par les pillages. A Ktima, 38 maisons et boutiques ont été entièrement détruites et 122 autres ont subi des destructions partielles. Dans le faubourg d'Omorphita, 50 maisons ont été complètement détruites; des destructions partielles ont été causées à 200 autres maisons d'Omorphita et des faubourgs contigus."

Au paragraphe 190 du même rapport, le Secrétaire général, faisant le point de la situation des réfugiés à cette date, déclarait :

"190. Outre les pertes subies dans l'agriculture et l'industrie pendant la première partie de l'année, la communauté turque avait perdu d'autres sources de revenus, notamment les traitements de plus de 4 000 personnes qui étaient employées par le Gouvernement chypriote et par des entreprises publiques et privées situées dans les zones chypriotes grecques. Le commerce de la communauté turque avait considérablement diminué pendant cette période du fait des événements et le chômage avait atteint un niveau très élevé avec l'exode de quelque 25 000 Chypriotes turcs. Les sommes consacrées par la Chambre de la communauté turque à certains projets et notamment à des projets de développement ainsi que ses autres dépenses, avaient diminué considérablement du fait que le gouvernement avait cessé en 1964 de lui verser la subvention annuelle qu'il lui accordait auparavant. La Chambre avait d'ailleurs été obligée d'utiliser une grande partie des ressources qui lui restaient pour verser des allocations de chômage et autres indemnités à la moitié environ de la population. D'après les chiffres publiés par la Chambre, le nombre de personnes recevant une assistance de la Société du Croissant-Rouge s'élevait à environ 56 000, dont 25 000 personnes déplacées, 23 500 chômeurs et 7 500 personnes qui se trouvaient auparavant à la charge de personnes portées disparues ou étaient frappées d'incapacité."

L'été torride de 1964 est arrivé et passé sans que les souffrances des réfugiés aient connu de trêve. Au paragraphe 51 de son rapport du 12 décembre 1964 au Conseil de sécurité (S/6102), le Secrétaire général faisait part de son inquiétude devant les risques que couraient les réfugiés à l'approche de l'hiver 1964-1965 :

"51. Les 26, 28 et 30 octobre, le représentant spécial et des membres de son personnel se sont rendus dans des camps de réfugiés et des villages où des Chypriotes turcs avaient trouvé un abri pendant et après les événements de décembre 1963. A la suite de ces visites, le représentant spécial a estimé que les 3 000 personnes qui vivaient sous la tente à Hamit Mandres, au nord de Nicosia, et un grand nombre des 800 réfugiés de la région de Kokkina qui occupaient des cavernes et des trous creusés dans la colline avaient besoin de secours sous forme de produits alimentaires et de vêtements de première nécessité. En raison de leurs conditions de vie, l'approche de l'hiver mettait leur santé en péril. En conséquence, le représentant spécial, dans une lettre en date du 30 octobre 1964, a fait appel au président Makarios pour qu'il accorde une autorisation d'entrée en franchise à un convoi du Croissant-Rouge, sans préjudice de la position du gouvernement concernant les approvisionnements en provenance de sources étrangères."

Dans son rapport du 10 décembre 1965 (S/7001), le Secrétaire général évoque les efforts déployés en vain pour éviter aux réfugiés d'avoir à passer un troisième hiver dans des abris inconfortables, peu hygiéniques et surpeuplés. Voici ce que le Secrétaire général aux paragraphes 161 et 162 du rapport susmentionné avait à dire sur cette question humanitaire :

"161. En septembre 1965, les dirigeants chypriotes turcs ont attiré l'attention de la Force des Nations Unies sur l'ensemble de la question du logement des réfugiés. Dans une lettre adressée à mon représentant spécial et datée du 18 septembre 1965, le Président par intérim de la Chambre de la communauté turque a déclaré qu'afin d'éviter aux réfugiés d'avoir à passer un troisième hiver dans des abris de toutes sortes, qui laissaient à désirer parce qu'inconfortables, peu hygiéniques et souvent surpeuplés, un projet de construction de logements avait été préparé pour fournir aux familles de réfugiés de meilleurs logements là où ils vivaient actuellement et qu'une grande partie des matériaux nécessaires serait fournie par le Gouvernement turc. Toutefois, comme les matériaux de construction étaient refusés aux Chypriotes turcs, on comptait sur les bons offices de la Force des Nations Unies pour obtenir que le Gouvernement chypriote grec de Chypre lève l'interdiction empêchant l'arrivage de ces matériaux. Le Président par intérim de la Chambre de la communauté turque ajoutait qu'on accepterait que la Force des Nations Unies exerce un contrôle visant à assurer que les matériaux de construction nécessaires pour le projet de construction de logements soient utilisés uniquement à cette fin.

162. La question de la fourniture de matériaux de construction aux Chypriotes turcs pour améliorer les conditions de logement des réfugiés a été évoquée à plusieurs reprises par la Force des Nations Unies dans des entretiens avec les plus hautes autorités chypriotes grecques de la République, à la fois en tant que partie du problème général de l'entretien, de la réparation et de la construction de maison et bâtiments dans les zones chypriotes turques et en tant que problème spécial et distinct. Quelle qu'ait été la façon d'aborder le problème, le Gouvernement chypriote grec n'a pas accepté de débloquer des matériaux de construction destinés aux réfugiés..."

Pendant 11 ans, tous les efforts pour réinstaller les réfugiés dans leurs foyers et dans leurs villages sont restés vains à cause de la politique d'obstruction adoptée du côté grec. Les autorités grecques ont clairement annoncé qu'elles ne permettraient pas aux réfugiés de retourner dans leurs villages tant qu'un règlement définitif ne serait pas intervenu. Elles ont même empêché les Nations Unies de jouer un rôle plus actif dans la réinstallation des réfugiés turcs. Les extraits suivants des rapports du Secrétaire général pour les années 1972 et 1973 accusent l'absence de progrès et la frustration ressentie en ce qui concerne la réinstallation des réfugiés chypriotes turcs :

"48. Aucun progrès n'a été fait dans la solution du problème posé par les personnes déplacées de la communauté chypriote turque. La demande de reconstitution du village de Vroisba dans le district de Lefka a été rejetée par le Gouvernement (chypriote grec) qui prétend que, du point de vue économique, elle serait mauvaise pour les villageois. Ceci a amené les dirigeants chypriotes turcs à demander que le village soit reconstitué ailleurs et, au moment de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement (chypriote grec) étudie encore la question..."

(S/10842, décembre 1972)

"67. Au cours de la période considérée, aucun progrès n'a été enregistré pratiquement quant à la solution du problème posé par les Chypriotes turcs déplacés (S/10842, par 48). Pendant deux ans, l'ensemble de cette question n'a fait l'objet d'aucune négociation, bien que de temps à autre on s'efforce de repeupler les villages abandonnés..."

(S/10940, mai 1973)

Les trois extraits ci-après de la presse chypriote grecque, parus en 1969 et 1973, prouvent à l'évidence que les Chypriotes grecs admettent leur politique d'obstruction pour ce qui est de la réinstallation des réfugiés chypriotes turcs.

- a) "Nous n'acceptons pas les souhaits absurdes des Turcs. Tant que le problème de Chypre ne sera pas résolu, nous n'accepterons jamais que les Turcs se réinstallent à Omorphita."

(Extraits d'une déclaration du maire grec de Trachona et Neapolis, publiée dans "Deleftea Ora" en juillet 1969)

- b) "Comme chacun sait, les Turcs veulent utiliser la mosquée et l'école primaire d'Omorphita. Si ces deux établissements sont remis en service, nous pouvons être sûrs que les Turcs reviendront dans la région. Il faut empêcher cela."

("Gnomi", 15 juin 1973)

- c) "Omorphita a été conquise par les armes grecques; on ne rend jamais un territoire conquis!"

("Makhi", 17 juin 1973)

J'aimerais terminer cette réfutation par une lettre touchante datée du 25 décembre 1976, adressée par un élève chypriote turc à l'ambassadeur de la République démocratique allemande à Chypre :

"Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons été très touchés de voir dans le Cyprus Mail une photo de vous en train de donner des cadeaux à des enfants grecs réfugiés.

J'avais quatre ans quand j'ai dû fuir avec mes parents la région d'Omorphita en même temps que 6 000 autres Turcs. Quelques jours plus tard c'était Noël 1963; puis en 1964 nous avons vu poindre la nouvelle année à travers nos tentes détrempées par la pluie. Personne ne nous a apporté de présents. Pourtant, nous avons passé dans les mêmes conditions tous nos baïrams (musulmans), vos Noël (chrétiens) et le nouvel an en 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974...

Aujourd'hui j'ai 17 ans et j'attends encore que nos maisons d'Omorphita soient réparées. Pendant toutes ces années, l'administration chypriote grecque ne nous a pas laissés retourner à Omorphita. Les dégâts causés par le temps se sont ainsi ajoutés aux cruelles déprédations des Chypriotes grecs.

Je ne pense pas que les diplomates comme vous sachent même où se trouve Omorphita. C'est dans la banlieue de Nicosie, et pendant 11 ans nous avons vécu à trois kilomètres de nos maisons sans pouvoir y retourner parce que les autorités chypriotes grecques nous l'interdisaient...

Oui, Monsieur l'Ambassadeur, pendant 11 ans nous avons vécu dans ces conditions et nous n'avons pas reçu un seul cadeau, un seul sourire des diplomates en poste à Chypre parce que, je suppose, ils étaient accrédités auprès de Makarios et que ce dirigeant s'efforçait de nous détruire et de faire oublier au reste du monde qu'il existait à Chypre des gens comme nous.

Cette lettre n'est ni une récrimination ni un appel pour obtenir des cadeaux ou même un sourire de votre part : c'est simplement un exposé des faits...

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma respectueuse considération.

(Levent Hasan Ruso)*

A/39/183
S/16484
Français
Page 8

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 29 et 31 de la liste préliminaire, ainsi que du Conseil du sécurité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Mord,

(Signé) Nail Atalay
